

## Dossier

## Réinventer les partis politiques ?

Les partis politiques sont parmi les institutions suscitant la défiance la plus forte aujourd'hui. Régulièrement des sondages confortent le lieu commun médiatico-politique de la « crise » des partis ou de leur déficit de légitimité<sup>1</sup>. Le phénomène n'est pourtant pas nouveau. Il est sans doute aussi ancien que le phénomène partisan lui-même, les partis étant jugés peu représentatifs dès la fin du dix-neuvième siècle dans les travaux de l'école élitiste (Michels, Ostrogorski...). Les partis ont toujours été associés dans les représentations dominantes à des « organisations oligarchiques », des machines à « diviser », à « exercer le pouvoir à tout prix », à « cultiver des clivages artificiels », à des bureaucraties... Ces critiques se sont exacerbées avec ce qui a été construit comme « la crise de la représentation ». Les « fonctions » prêtées aux partis politiques se sont incontestablement affaiblies : ils ne produisent plus d'offres politiques discriminantes, ne sont plus ni des creusets idéologiques ni des intellectuels collectifs, n'encadrent plus à gauche des milieux populaires dont on souligne la déshérence politique,

Dossier coordonné par  
NATHALIE ÉTHUIN  
ET RÉMI LEFEBVRE  
CERAPS, université de Lille

l'abstention ou « la droitisation ». Avec le déclin du militantisme et le processus d'hyper-professionnalisation de la politique<sup>2</sup>, leur ancrage et leur représentativité sociale se sont à l'évidence érodés. Le poids des médias et des sondages et la personnalisation politique qui en découlent contribuent également à les délégitimer comme médiations politiques et sociales. La défiance à l'égard des hommes politiques rejaillit sur les organisations politiques qui font l'objet d'un large discrédit. Les partis politiques sont pourtant liés inévitablement à la démocratie représentative et électorale qu'ils encadrent. Malgré les actes de décès des partis<sup>3</sup> régulièrement annoncés, la politique est « affaire » de partis qui concourent selon la constitution

1. « Les partis en pleine pétaudière », *Le Monde*, le 25 juin 2014.

2. Ce processus affecte puissamment même les organisations qui visaient à « faire de la politique autrement ». Noël Mamère a quitté un parti, EE-LV, qu'il nomme « la firme ».

3. Robert Hue, *Les partis vont mourir... et ils ne le savent pas !*, Paris, L'Archipel, 2014.

française à « l'expression du suffrage ». La délégation démocratique se fait sous l'emprise des partis dans la mesure où ils ont acquis historiquement un monopole sur la production des élites et la sélection des candidatures, l'investiture partisane constituant un facteur central d'éligibilité. Il est quasi impossible aujourd'hui pour un candidat de se présenter à une élection (y compris au niveau local) et d'avoir des chances d'être élu sans pouvoir se prévaloir d'une marque partisane.

Dans ce contexte de « crise de la représentation » sans cesse réaffirmée, les partis sont ainsi condamnés à se « réinventer », se « rénover », à s'adapter à la nouvelle donne et à trouver de nouvelles réponses, notamment sur le terrain des pratiques démocratiques<sup>4</sup> (primaires ou démocratisation interne, refus des mécanismes de délégation et de captation du pouvoir par les *leaders*, recherche de formes substitutives de légitimité)<sup>5</sup>. Les organisations partisans le sont d'autant plus qu'elles s'inscrivent souvent dans des traditions organisationnelles anciennes qui les incitent à se renouveler même si la permanence du sigle cache des phénomènes de discontinuités (le PCF est presque centenaire, le PS est l'héritier direct de la SFIO née en 1905, le FN a plus de quarante ans...). Certaines vieilles organisations mettent en scène le changement de leurs discours ou de leurs méthodes. Le Parti communiste a longtemps prétendu se régénérer dans la « mutation ». Le

Nouveau Parti Anticapitaliste est né de la fin de la Ligue communiste révolutionnaire<sup>6</sup>... Europe-Écologie les Verts, constitué à la veille des élections européennes de 2009, s'est construit comme une organisation en réseau et poreuse contre le modèle partisan vertical et clos traditionnel<sup>7</sup>. Un nouveau nom est censé réinitialiser l'organisation sur le marché symbolique des sigles pour faire oublier les turpitudes passées (Les Républicains à droite succédant à une UMP prétendument démonétisée)<sup>8</sup>. De nouvelles formes partisans à droite (Nous Citoyens<sup>9</sup>) comme à gauche (Nouvelle Donne) s'inventent, faisant place à plus d'interactivité (via Internet notamment<sup>10</sup>) ou mobilisant des formes plus horizontales ou directes de participation. Tout se passe comme s'il fallait « faire parti autrement » faute de pouvoir faire autrement, en se passant des partis<sup>11</sup>.

4. Albert Ogien, Sandra Laugier, *Le principe démocratique. Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La Découverte, 2014.
5. Début 2015, le nouveau parti indien *Aam Aadmi Party* ou Parti de l'homme ordinaire à l'organisation horizontale a remporté les élections régionales de Delhi.

6. Florence Joshua, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, à paraître en octobre 2015.
7. Voir le brûlot de Daniel Cohn-Bendit, *Pour supprimer les partis politiques ! ? Réflexions d'un apatride sans parti*, Indigènes éditions, 2013, qui pourfend l'héritage « léniniste » du militant professionnel et appelle de ses vœux une « coopérative » politique.
8. Voir Michel Offerlé, « Changer le nom des partis n'est ni une nouveauté ni un acte anodin », *Le Monde*, le 30 octobre 2014.
9. Ce parti a été créé en 2013 par l'entrepreneur Denis Payre, fondateur d'entreprises à succès (Business Objects et Kiala) et d'associations (Croissance +).
10. Par exemple, Robert Hue dessine les contours d'un « mouvement e-progressiste » s'appuyant sur Internet, « une catalyse de l'intelligence collective »...
11. Le mouvement *Occupy* s'est mué aux États-Unis en une organisation au risque de la normalisation en mai 2014. L'appellation prise d'*After Party* est évocatrice : une organisation festive qui marque un dépassement mais qui n'en revendique pas moins le titre de parti.

Les articles du dossier éclairent ce travail, multiforme et très différencié selon les organisations, de dépassement des formes partisanes existantes ou de « réinvention », en en décryptant les enjeux, les impensés et les impasses. Si le changement et l'innovation sont unanimement revendiqués au sein des partis politiques étudiés ici, ils sont moins effectifs dans les pratiques qu'efficaces dans les luttes intra et inter-partisanes.

Le dossier s'ouvre sur un article consacré au Front national (FN), dont la couverture médiatique dominante ne cesse de souligner la prétendue « dédialisation » ou « normalisation ». Alexandre Dézé montre que c'est moins le FN qui a changé que les discours dont il est l'objet. Il souligne à quel point les continuités l'emportent largement sur les « nouveautés » supposées, tant sur le plan idéologique que stratégique. Parmi les innovations susceptibles de réinventer les partis et déverrouiller le jeu politique, l'organisation de primaires ouvertes pour désigner les candidats à l'élection présidentielle est en passe de devenir l'outil de prédilection. Rémi Lefebvre interroge les ressorts de ce succès, du PS à l'UMP, en analysant les usages divers et conflictuels dont les primaires font l'objet. Loin de la panacée démocratique célébrée par certains, il montre que les primaires alimentent la présidentialisation de la vie politique en privilégiant les questions de *leadership* à celles des idées. Complétant cette analyse, l'article de Pierre Mongaux propose une radiographie des électeurs de la primaire socialiste de 2011 à Amiens. Cette élection, censée mobiliser « le peuple de gauche », a en fait redoublé les logiques censitaires qui tendent à l'auto-exclusion des classes populaires. Dans

la boîte à outils de la rénovation, les partis politiques recourent également à l'usage d'Internet, censé alimenter une communication horizontale et participative. Anaïs Théviot analyse la gamme des usages possibles du web durant les campagnes électorales, se limitant le plus souvent à du pur *marketing* et n'échappant pas, bien au contraire, au contrôle des équipes professionnalisées. Julien Fretel analyse ensuite les stratégies d'acteurs prétendant se positionner dans le champ politique en faisant « parti autrement ». Il soulève les paradoxes et les apories auxquelles sont confrontés des outsiders revendiquant des modes d'organisation alternatives, à l'instar d'Europe Écologie-Les Verts, Nous Citoyens ou Nouvelle Donne.

Les deux derniers articles du dossier permettent de sortir du terrain français et de se centrer sur deux partis qualifiés de « gauche radicale ». Consacrés à Podemos en Espagne et à Syriza en Grèce, ils illustrent les enjeux, voire les contradictions, qui président à la constitution d'organisations qui prétendent changer le jeu politique tout en s'y intégrant. Héloïse Nez analyse précisément la séquence durant laquelle les animateurs de Podemos ont débattu et adopté les statuts qui régissent ce nouveau parti créé en 2014. Défini comme « un outil pour la participation citoyenne et l'unité populaire », Podemos n'échappe pas pour autant aux mécanismes de sélection qui tendent à promouvoir des porte-parole et des candidats parmi les militants les mieux dotés en capital culturel. Enfin, Lamprini Rori analyse les évolutions de Syriza depuis sa constitution en parti politique jusqu'à sa victoire électorale aux élections législatives de janvier 2015. Elle rend compte notamment des

inflexions organisationnelles, stratégiques et programmatiques de Syriza, qui sont autant des facteurs que des conséquences de l'élargissement de son assise électorale. ■